

VŒUX A LA POPULATION
Samedi 16 janvier 2010

DISCOURS DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Permettez-moi avec mon épouse Valérie et tous les élus du Conseil Municipal de vous souhaiter une très belle année 2010. La santé, bien le plus précieux, dont on ne prend pleinement conscience que lorsqu'on la perd. La joie de vivre par tous les bonheurs quotidiens, petits et grands, la réussite pour celles et ceux qui entreprennent dans quelque domaine que ce soit.

Victor Hugo disait « je veux mettre dans les mains de la République deux armes : la douceur et l'énergie ».

Alors, tout simplement, je vous adresse des vœux de douceur et d'énergie pour 2010.

Nous voilà cette année réunis dans le gymnase Finet que nous partageons avec la ville de Crosne.

Permettez-moi, à cet égard, de saluer son Maire, mon collègue et voisin, Alain Girard, et le Président du Syndicat Intercommunal qui gère cet équipement, Monsieur Carrere.

Vous le savez, il nous faut encore un peu de patience en effet pour retrouver le CEC dont la reconstruction est lancée.

En septembre 2011, nous inaugurerons un équipement magnifique, offrant salle de spectacles, médiathèque, salles de congrès, achevant la métamorphose de notre cœur de ville. Un équipement, je vous le rappelle, qui n'aurait jamais pu voir le jour sans la création de la Communauté d'Agglomération du Val d'Yerres.

Chaque année lors de cette cérémonie des vœux, j'égrène la liste des priorités de l'année. Et je vous demande d'inscrire ces réalisations dans la durée vous expliquant leur cohérence entre elles.

Le 18 juin prochain, cela fera tout juste 15 ans que j'ai l'honneur d'être votre Maire. 15 années de travail acharné avec trois équipes municipales successives, dont beaucoup de conseillers, d'ailleurs, m'épaulent depuis le 1^{er} jour de cette belle aventure collective.

Le temps désormais doit nous permettre de vérifier la réalité de notre bilan. Car, un peu comme un tableau impressionniste, ce sont ces milliers de petites touches de peinture qui donnent vie à l'ensemble.

Avec le recul on ne peut pas tricher avec les faits, les chiffres, la réalité. Permettez-moi à cet égard de porter l'attention sur les 5 grandes urgences de l'été 1995 lorsque nous avons découvert l'étendue de la tâche à effectuer.

Il fallait tout d'abord redresser les comptes d'une commune en faillite. Souvenez-vous, certains nous conseillaient de déclarer forfait et pensaient plus commode pour se défaire sur lui de faire gérer la ville par le Préfet.

Mais nous n'avions pas été élus pour fuir nos responsabilités. Nous les avons donc assumées, pleinement. Nous avons rencontré les banques qui ne voulaient plus prêter pour leur présenter notre plan de redressement.

- compression drastique de certaines dépenses de fonctionnement (l'association Espace avait un déficit de 3 millions de francs) ;
- augmentations d'impôt ;
- relance de l'Investissement à partir de l'épargne pour désendetter.

A l'époque beaucoup ont manifesté contre ces décisions, notamment ceux qui étaient responsables de la faillite mais pas seulement car, beaucoup de bonne foi, se demandaient comment nous pourrions parvenir à franchir l'obstacle.

Entre 1995 et 1996, nous avons redressé les choses au point de rebaisser un petit peu les impôts dès 1997. Mais surtout depuis cette date, alors que toutes les villes ont augmenté leurs impôts, nous n'avons plus augmenté les nôtres. 12 ans donc sans la moindre augmentation.

Certes, nous restons chers mais nous ne sommes plus les premiers. Nous avons d'une part réduit la dette qui est passée de 45 à 35 millions d'euros entre 1995 et 2009. Pour la première fois cette année, la dette par habitant à Yerres est égale à celle, en moyenne, des villes de même strate démographique.

Nous avons d'autre part, grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, pu relancer l'investissement et modeler une ville plus agréable parce que plus humaine.

La preuve : le marché immobilier qui avait une décote de 30% en 1995, a une surcote de 10% aujourd'hui.

Je me permets d'insister sur ce redressement car il est le fruit de l'effort de tous les Yerrois. Un effort ordonné, cohérent et dans la durée.

En 1995 il fallait aussi bloquer les projets fous des promoteurs qui se croyaient chez eux. Annulation de permis concernant plus de 800 logements. POS gelant le Centre Ville, les berges de l'Yerres. Réhabilitation du cœur d'Yerres, sauvetage de l'Abbaye. Préservation du tissu pavillonnaire.

Cela ne se voit pas toujours car, bien évidemment, peu savent à quoi nous avons réellement échappé. Mais il suffit de traverser certaines villes de l'Essonne où le bétonnage s'accélère pour comprendre pourquoi la vigilance doit être de tous les instants.

Cela ne nous a pas empêché bien sûr de laisser construire des programmes à dimension humaine. Car toutes ces réalisations autorisées depuis 1995 ont respecté

une échelle raisonnable : R+1, R+2 ou 3 selon les quartiers. Il en sera de même pour les projets à venir, je pense au terrain des Camaldules ou au Clos des Peintres.

De même, cette politique très rigoureuse n'a pas empêché la ville par l'intermédiaire de la « SEM Habiter à Yerres », présidée par Nicole Lamothe, de réaliser 294 logements sociaux depuis juillet 2003.

Cette politique de contrôle étroit de l'urbanisation s'est accompagnée d'une politique de préservation de notre environnement naturel et patrimonial car les deux vont ensemble.

- La propriété Caillebotte en est la preuve avec une réhabilitation financée à 60% par les autres collectivités ;
- mais je pourrais citer plus récemment le bâtiment et le parc de la Grange au Bois, comme le Clos Renaudin ;
- et pour couronner le tout, l'ouverture des berges de l'Yerres.

Souvenez-vous : en 2000, nous avons annoncé la traversée de notre ville d'est-ouest. Rachats des propriétés Panchout et Vieilleville, créations de deux passerelles, réalisation du parc des Deux Rivières et, pour conclure, inauguration prochaine - le 17 avril 2010 pour être précis – d'une continuité vers Montgeron et Crosne. Nous sommes ainsi la première ville du Val d'Yerres à offrir cette continuité du fil vert qui, à terme, s'étirera sur 22 kilomètres, de Crosne à Varennes Jarcy.

Il fallait aussi, en 1995, remettre debout des équipements publics délabrés pour offrir aux écoliers comme aux sportifs des conditions décentes d'accueil.

Le patrimoine scolaire était le plus endommagé. Les pompiers demandaient la fermeture de plusieurs groupes scolaires. Avec 20 000 m², le défi était titanesque. Là aussi la politique des petits pas a fait ses preuves. Mais nous n'avons pas encore fini. A la fin de notre 3^{ème} mandat, nous aurons achevé la rénovation de Saint Exupéry, la rénovation de la Garenne qui s'ajouteront aux millions d'euros dépensés pour les écoles Camaldules, le Taillis, Victor Hugo et les 9 maternelles. Il restera cependant à terminer l'école Victor Hugo et l'école primaire Brossolette pour avoir remis en état nos écoles, soit 20 ans !

Dans le domaine sportif, le rattrapage a été colossal grâce aux subventions extérieures importantes. Dojo Brossolette, terrain synthétique, Salle Mollet, terrain couvert, stade de Grosbois et Piscine seront complétés, en 2010 et 2011, par la salle de gymnastique des Tournelles qui remplacera le gymnase du CEC.

Enfin, en 1995 nous étions confrontés à un autre défi, celui de la sécurité. Avec 40 vols de voiture par mois, de cambriolages très fréquents, il fallait là aussi réagir. Nous avons fait le choix d'augmenter les effectifs de la Police Municipale, de lancer l'un des premiers programmes de vidéo protection de l'Essonne, de mettre en place la brigade équestre. Rien n'est bien sûr parfait, mais là aussi les chiffres parlent d'eux-mêmes. (taux de délinquance à Yerres : 32,11‰ pour une moyenne de l'Essonne de 60,04‰)

Ils sont d'autant plus parlants qu'à la différence de beaucoup d'autres élus, nous incitons systématiquement les habitants à aller porter plainte.

Cet investissement dans la sécurité est essentiel surtout au moment où la Police Nationale se désengage et où la Justice est malheureusement toujours aussi laxiste ou impuissante.

Vous le voyez, avec le temps et une action résolue, on peut changer les choses. Il ne s'agit pas, pour nous les élus, de céder à je ne sais quelle autosatisfaction, pour la simple raison que ce succès, nous le devons à une mobilisation collective : celle des services communaux, celle aussi des habitants, c'est-à-dire vous-mêmes.

Le personnel communal tout d'abord que nous avons cette année souhaité honorer. Les 559 agents qui ont effectué un effort de productivité colossale.

- Investissement en équipement des services (espaces verts, voirie, stades...);
- Informatisation des services ;
- recherche de nouvelles procédures, de télé procédures sur le site internet pour faciliter la vie des Yerrois sans déplacement.

Le progrès technique allié à la conscience professionnelle ont permis de faire mieux avec moins.

Mais c'est aussi votre soutien populaire qui nous a incités à travailler toujours mieux à votre service. Sans l'effort fiscal des Yerrois, sans leur compréhension des enjeux, sans leur soutien discret mais certain (vous n'imaginez pas ce qu'un petit mot, une parole peut aider), nous n'aurions pas réussi ce redressement.

Ne prenez pas cette fierté, encore une fois, pour de l'autosatisfaction, pour la simple raison que nous savons que tout n'est pas parfait, car nous connaissons les insuffisances, car nous voyons bien l'ampleur des défis à relever.

Des défis demeurent en effet, dans les domaines de l'emploi, des transports, de la solidarité, du développement durable.

Des défis d'autant plus colossaux que dans ces domaines nous ne sommes pas maîtres à bord à 100%. Les décisions publiques concernent plusieurs collectivités. Il faut convaincre la Région, le Département, la Communauté d'Agglomération et même l'Etat.

Un Etat, d'ailleurs, qui ne cesse de demander aux élus locaux ces améliorations alors qu'il s'emploie méthodiquement à les asphyxier financièrement ! On peut bien sûr comprendre la nécessité de mieux gérer les finances publiques. Nous sommes des citoyens et nous voulons que la France se redresse.

En revanche, nous ne pouvons pas accepter à la fois le gaspillage national, la fin de l'autonomie financière de nos collectivités et le maintien des inégalités entre communes.

Avec une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) en baisse pour les communes de notre taille et un département qui se désengage, la conception du budget 2010 fut particulièrement difficile.

Nous avons dû stabiliser en euros constants les dépenses du personnel pour la 2^{ème} année consécutive. Cela veut dire très concrètement une réduction du nombre d'agents dans les services à l'exception de la petite enfance où nous avons promis d'augmenter le nombre de places de crèches.

Nous vous avons aussi promis en mars 2008 de ne pas augmenter les impôts et nous tiendrons parole.

Mais cela implique une meilleure organisation du travail. Cela signifie aussi de la part de chaque habitant, de la compréhension, du civisme. Car, oui, avec un peu plus de civisme nous pourrions faire tellement mieux collectivement !

Mais rassurez-vous, cette nouvelle contrainte financière que nous pourrions affronter grâce à notre bonne gestion passée, ne nous empêchera pas d'améliorer la vie dans la commune, de relever les défis que j'évoquais il y a un instant. Le premier est celui de l'emploi.

En cette période de chômage et alors même que notre agglomération a déjà un taux d'emploi des plus faibles en Ile-de-France, il va de soi que nous devons poursuivre et accentuer notre action pour l'implantation d'entreprises et la création d'emplois.

Entre 2003 et 2009 notre commune a été celle du Val d'Yerres qui a connu la plus forte croissance des bases de la taxe professionnelle (+40%). Preuve s'il en était besoin que là aussi, c'est par petites touches que l'on peut changer les choses.

Au total ce sont près de 250 emplois supplémentaires qui ont été créés sur Yerres entre 2003 et 2009 (résidence Sophia, les Macarons Gourmands, le Mac Donald, Protheval, les sociétés installées à l'Abbaye, sans oublier l'agrandissement de l'Hôpital Privé.

Mais vous le savez, il faut faire beaucoup plus. Le site de la Mare Armée est essentiel, comme celui du quartier de la Gare. Le projet de la gare a été suspendu volontairement en raison de la crise de l'immobilier. Il nous a paru stupide de vendre le terrain le plus cher de Yerres au moment où les prix baissaient. Nous n'avons cependant pas voulu perdre de temps pendant cette suspension. C'est ainsi que les travaux d'assainissement ont été réalisés l'été dernier par le SIARV, les subventions pour le parking obtenues auprès du STIF, la mise en double sens de la rue de la Gare sera effective cette année, enfin la reconstruction de la gare par la SNCF sera menée à son terme avant l'été.

Parallèlement, les préemptions sur les pavillons situés entre le parking et la résidence du Clos des Peintres se poursuivent tranquillement avec le soutien de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France.

A mesure que le marché immobilier reprendra des couleurs, nous relancerons le projet de la gare sur la base du plan arrêté lors de la concertation de 2007.

Je pense que nous serons en mesure de démarrer les travaux en fin de mandat pour une mise à disposition du public du parking, de la crèche, des logements, des bureaux et des commerces, fin 2015 début 2016. Je vous le rappelle, la condition de sa réalisation est l'équilibre financier de l'opération.

Quant au site de la Mare Armée, notre combat pour la réappropriation du site avance bien. La procédure d'expropriation est sur le point d'aboutir. Le Tribunal de Grande Instance a prononcé l'ordonnance d'expropriation au profit de la ville. Il lui reste à fixer l'indemnité définitive.

Par ailleurs la ville et l'Etat ont gagné la procédure en référé lancée par le propriétaire contre l'arrêté préfectoral déclarant l'équipement d'utilité publique. Nous attendons désormais le jugement au fond du Tribunal administratif. Ainsi, ces manœuvres dilatoires destinées à masquer l'abandon scandaleux du terrain ne nous empêcheront pas d'aboutir. Une fois propriétaire, la ville vous présentera un plan d'aménagement destiné à accueillir des activités et emplois dans le respect du site.

Mais le développement économique se conçoit désormais à l'échelle du Val d'Yerres, puisque quel que soit le lieu d'implantation d'une entreprise, à Crosne, Quincy, Brunoy ou Yerres, la taxe professionnelle ou la nouvelle taxe (contribution économique territoriale) qui la remplacera, va dans les caisses de la Communauté d'Agglomération.

L'enjeu est donc de dégager une offre de terrains et de locaux d'activités répondant à la demande, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Heureusement la 3^{ème} tranche de la zone d'activités de Crosne, les nouveaux locaux sur le site du Val d'Yerres 2, puis à terme la requalification du quartier de la Pyramide de Brunoy, les sites de la Mare Armée et de la gare à Yerres, doivent permettre d'accueillir des emplois nouveaux.

2010 verra aussi le jour d'une pépinière d'entreprises. La Communauté d'Agglomération par l'intermédiaire de la SEM « Val d'Yerres Développement » louera à prix favorable des petites surfaces de bureaux aux jeunes entrepreneurs pour leur permettre de démarrer.

Mais le défi de l'emploi est indissociable du défi des transports. Là aussi, nous ne sommes pas satisfaits de la situation. Le plan mis en œuvre en mars 2007 a déjà permis une avancée (bus le samedi, horaires plus tardifs aux heures de pointe, ligne X), mais nous sommes encore loin du compte. En septembre prochain, la Communauté d'Agglomération et la STRAV franchiront une nouvelle étape décisive pour notre ville. Avec la fusion des lignes F1 et F2 aux heures de pointe, évitant le changement de bus à la gare. Ainsi, sur le modèle de la Libellule, F4 aux heures

creuses, on pourra se rendre de Grosbois au Taillis sans changer de bus à la gare. La fréquence sera doublée avec un bus matin et soir toutes les 7 minutes. L'itinéraire sera revu avec enfin un bus allant jusqu'à la rue Emile, au bout de l'avenue Brossolette de manière à mieux desservir le quartier du Taillis. Je n'oublie pas aussi la ligne I dont la fréquence sera améliorée par la suite.

Mais nous voulons aller plus loin encore avec, si le STIF le finance, la poursuite de la ligne B jusqu'à Brunoy, l'ouverture des lignes le dimanche et l'augmentation des fréquences aux heures creuses.

Enfin, l'agglomération du Val d'Yerres sera la première de Grande Couronne à mettre en place un affichage électronique à chaque arrêt, prévenant du délai d'arrivée des bus.

Toutes ces améliorations auront forcément un coût, mais c'est un service supplémentaire qui permettra aux habitants de moins utiliser leur voiture et par conséquent de faire des économies.

Sachez en tout cas qu'il s'agit de ma priorité absolue en tant que Président de la Communauté d'Agglomération.

Mais l'amélioration des transports ne passe pas, loin s'en faut, par la seule Communauté d'Agglomération.

La responsabilité principale revient à la Région Ile-de-France, désormais en charge du STIF, mais aussi de l'Etat dont dépendent les entreprises publiques comme la SNCF, RFF qui gère les voies ferrées, et la RATP.

Or, le constat est simple : malgré quelques efforts ici ou là, les moyens mis en œuvre ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Depuis 10 ans, je plaide pour un plan de rénovation de la ligne D capable de résoudre enfin les problèmes.

Il faudrait à tout le moins 600 millions d'euros sans compter l'indispensable doublement du tunnel Châtelet/Gare du Nord. Cette ligne, ne l'oublions pas, accueille deux fois plus de voyageurs chaque jour que l'ensemble du réseau TGV. Or, le plan de 120 millions d'euros de la Région comme le projet du « Grand Paris » ne permettront pas de régler ces problèmes.

C'est pourquoi, nous devons tout faire pour faire entendre la voix des usagers et peser sur les choix publics.

Le troisième défi que nous avons à relever est celui du développement durable. Outre la question des transports publics qui ne peuvent que contribuer à réduire nos émissions de carbone, notre éco-plan municipal s'applique à tous les domaines d'action de la ville.

Nous l'avons lancé l'an passé : ECO comme écologie, ECO comme économie. L'objectif est simple : réduire partout et toujours nos émissions de polluants et, ce faisant, réduire aussi nos dépenses. D'ores et déjà les services municipaux ont pris des dizaines de mesures allant de :

- la dématérialisation des procédures pour faciliter la vie des Yerrois et faire des économies de papier ;
- à l'usage de produits respectueux de l'environnement (biodégradables...) ;
- en passant par des efforts d'isolation des bâtiments publics.

Pour 2010 l'objectif est de mobiliser l'ensemble des habitants. Pour y parvenir nous nous appuierons sur les enfants des écoles en lançant deux opérations-pilotes l'une à Saint-Exupéry, l'autre à l'école du Taillis.

Il s'agit très concrètement de signer un contrat avec chaque classe. Dans ce contrat, la ville effectuera un effort d'investissement et en contrepartie les élèves feront évoluer leur comportement.

Nous allons aussi offrir aux Yerrois l'aide d'un Ingénieur conseil qui, chaque semaine, au service de l'urbanisme, assurera gratuitement une permanence pour donner des conseils en matière d'installation non polluante ou économe d'énergie.

Enfin, nous avons pris la décision sur 2010, 2011, 2012 de changer le parc automobile de la ville en le dotant de véhicules propres hybrides ou électriques, ou équipés de moteur à air comprimé.

A ceux qui douteraient de la nécessité d'agir, je rappellerai simplement que même si le réchauffement de la planète n'est pas seulement dû à l'activité humaine, les ressources pétrolières et gazières ne sont pas éternelles et les prix de ces produits exploseront au cours des prochaines années.

Il est donc aussi de bonne politique d'anticiper ce choc.

Dans les dépenses communales, la part des fluides (électricité, eau, chauffage) représentent la somme de 1,2 million d'euros. Notre objectif est de réduire la facture de 100 000 euros en 2010. Ce que nous économiserons ainsi, nous permettra d'éviter les suppressions de postes qui sinon seront incontournables, compte tenu des réductions de transfert de l'Etat ou du Conseil Général.

J'ajoute que réduire les pollutions, protéger la nature, les animaux, doivent nous permettre de vivre en meilleure harmonie avec notre environnement. A ce titre la ville a reçu à l'automne 4 récompenses nationales.

Par ailleurs, en 2010, nous accueillerons une AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) permettant aux yerrois, qui le souhaitent, d'acheter directement auprès d'un producteur local, des produits de la ferme. Cette démarche éco-citoyenne mérite d'être encouragée. C'est notre façon à nous de favoriser une alimentation plus saine et de garantir à un agriculteur un niveau de revenu suffisant.

Enfin, le quatrième défi à relever pour les années à venir est celui de la solidarité.

Dans un monde difficile, si dur aux faibles, notre ville doit être exemplaire.

« La douceur de vivre » doit pouvoir être partagée par tous, quels que soient les aléas de la vie et le niveau de vie de chacun. Voilà pourquoi nous sommes attentifs à notre politique sociale.

Une politique sociale qui doit accompagner tous les âges de la vie.

- la petite enfance tout d'abord, avec notre projet de création d'une soixantaine de places de crèche d'ici 2015 ;
- les anciens ensuite, avec la Maison de l'Amitié ouverte 7 jours sur 7 et la rénovation de la RPA ;
- ceux qui cherchent un logement, avec l'investissement important de la ville dans la construction de logements sociaux. Depuis 2003 la commune a versé 1,3 million d'euros à la SEM et s'est privée de 240 000 euros en lui cédant à prix favorable des terrains. En 2010-2011, plusieurs programmes verront le jour. 20 logements sur le terrain des Camaldules, 20 logements au Clos des Peintres, 21 sur un terrain rue Paul Doumer ;
- la solidarité doit s'exercer tous les jours de l'année au profit de ceux qui vivent des coups durs. Je pense au rôle clé de l'épicerie sociale qui aide chaque semaine une quinzaine de familles, comme au lancement de l'association « Léa » pour aider les femmes victimes de violences ;
- nous poursuivons les travaux d'accessibilité des personnes à mobilité réduite (accès aux arrêts de bus : 10 par an ; accès aux bâtiments neufs et réhabilités...).

Vous le voyez, mes chers concitoyens, maîtriser notre budget, protéger notre environnement, améliorer nos équipements publics, garantir la sécurité, renforcer les transports et l'emploi, etc. ce n'est pas le travail ne qui manque !

Ce travail est d'autant plus difficile que notre pays traverse une crise sans précédent. Les collectivités asphyxiées financièrement se replient sur elles-mêmes.

Comment enfin, en cette période de vœux, ne pas ainsi dépasser la seule perspective communale et former un souhait pour notre pays.

Vous le savez, j'aime passionnément la France. Notre Nation a de grands atouts, sa démographie est l'une des plus dynamiques d'Europe, sa langue, sa culture, son art de vivre, sa productivité sont parmi les meilleures au monde, etc. Et pourtant, nos compatriotes broient du noir. Une certaine déception générale l'emporte. Comme si notre pays était en dépression.

Pourquoi ? Tout simplement, à mon avis, car on laisse depuis trop longtemps pourrir les problèmes. Car les politiques menées ne le sont pas en fonction de l'intérêt général mais des intérêts particuliers, des féodalités, des copains. Trop souvent aussi les décisions sont dictées de l'extérieur et contraires à l'intérêt du pays. Trop souvent, enfin, le décalage s'accroît entre la force des discours et la réalité des actes.

Je prendrai trois exemples très simples : celui de l'emploi, celui de l'école et celui de la sécurité.

Est-il normal de voir les violences progresser sans cesse ? NON
Se donne-t-on les moyens de les endiguer ? NON

Au-delà des effets de manche des uns et des autres, on n'ose toujours pas s'attaquer aux délinquants, dont on ne sait trop que faire, avec des prisons surpeuplées, et que l'on préfère cantonner dans des quartiers dits « difficiles », ou plus exactement que l'on laisse devenir difficiles en se disant qu'on éloigne le problème.

Un soir dans l'hémicycle, nous étions trois députés à nous démener pour faire voter un amendement supprimant les remises de peine automatiques de deux mois par année de condamnation.

La France est le seul pays au monde qui offre cinq mois d'exemption de peine par année de condamnation. Le Ministre et les principaux groupes politiques ont défendu ce système nous expliquant que c'était le seul moyen de tenir tranquille les prisonniers dans nos prisons, puisqu'en cas de mauvaise conduite ces derniers s'exposent à la suppression de leur remise de peine.

Comment font les autres pays alors, leur ai-je donc demandé ?

Est-il normal qu'on puisse sortir de prison 7 ans après avoir tué et avoir été condamné à 12 ans d'incarcération ?

De même, nous sommes le seul pays au monde à trouver normal de voter une loi supprimant l'emprisonnement pour les condamnés à des peines inférieures à 2 ans.

Nous sommes le seul pays au monde qui accepte qu'un délinquant blesse un policier et ne s'en tire qu'avec du sursis.

Alors oui, j'assume ma position indépendante car je veux pouvoir vous regarder dans les yeux après les élections et j'en ai plus qu'assez de ces promesses électorales jamais tenues.

Le deuxième exemple est celui de l'école. Tout le monde prône, à juste raison, l'école du mérite et de l'effort. Mais, l'an dernier, dans l'indifférence générale a été supprimé l'école le samedi matin en primaire, soit 7% de cours en moins, remplacés par deux heures de soutien scolaire pour une minorité d'élèves.

L'idée du soutien est bonne mais pourquoi affaiblir encore un peu plus l'école pour la mettre en place. De surcroît la concentration des heures de soutien sur 4 jours déjà surchargés est une aberration. Mais qui s'en soucie ?

Alors oui, dans un monde de compétition, là où les Chinois investissent dans le savoir comme jamais, croit-on préparer les jeunes Français en réduisant les heures de cours ? Poser la question c'est y répondre en même temps.

Enfin dernier exemple, celui de l'emploi.

Au-delà de la crise conjoncturelle qui touche tous les pays, on s'étonne en France de voir les entreprises délocaliser et le chômage croître. Mais regardons de près. L'euro est surévalué de 30%, la Chine dévalue, les Etats-Unis dévaluent, la Grande Bretagne dévalue, l'Europe refuse de protéger son économie alors que les charges et les salaires y sont de 20 à 50 fois plus élevés que dans les pays émergents.

Dans ces pays, les entreprises peuvent polluer sans limite, enfin on multiplie les taxes sur les PME et on laisse les banques, renflouées par l'argent du contribuable à moindre frais, leur couper le robinet du crédit !

Ces trois exemples expliquent tout simplement pourquoi j'ai choisi le chemin le plus escarpé, celui de l'indépendance. Bien sûr je vote les lois qui me paraissent positives, bien sûr je ne souhaite pas m'isoler. Mais à qui la faute ?

Comment pourrais-je accepter de trahir mes électeurs ?

Non, non et non. Je suis convaincu que le devoir d'un homme politique est de proposer de vrais remèdes à son pays, et de les défendre.

Je suis du reste convaincu que dans notre pays beaucoup de Français attendent le rassemblement d'hommes politiques intègres pour enfin s'attaquer aux racines du mal.

- rétablir l'ordre public pour pouvoir vivre tranquille ;
- bâtir l'école du mérite et de l'effort pour donner une chance à nos enfants ;
- relocaliser les emplois pour lutter contre le cancer du chômage ;

Mais en vérité pour réussir à résoudre les problèmes de la France, faudrait-il encore que les élus de la République décident vraiment du sort des Français. Le veulent-ils, le peuvent-ils ? Telle est la question centrale. A force d'abandonner par morceaux le pouvoir, que leur délègue par l'élection le peuple, à des instances supranationales non démocratiques, l'irresponsabilité et la confusion règnent partout.

La Cour de Justice, la Commission de Bruxelles, la Banque Centrale européenne sont composées de membres nommés..... Leurs décisions s'imposent aux chefs d'Etat élus par leur peuple.

Les multinationales se jouent des frontières et sont les vrais maîtres des choses. Un système financier et commercial fou s'est mis en place et a entraîné la plus grave crise économique et sociale depuis la 2^{ème} guerre mondiale. Les contribuables de tous les pays ont payé leurs fautes.

A-t-on tiré les conséquences : en aucune façon. Le G20 s'est soldé par un fiasco comme le sommet de Copenhague. Pour la simple raison qu'aucun dirigeant n'a osé briser le tabou de cette mondialisation folle.

Une autre voie réaliste sérieuse est possible. Il ne s'agit pas bien sûr de revenir à un mirage collectiviste qui a déjà prouvé son inefficacité. Il ne s'agit pas de mettre la France sous cloche. Il s'agit simplement d'encadrer le libéralisme et d'humaniser la mondialisation sauvage.

En un mot, faire toujours passer la volonté des peuples avant les intérêts de quelques uns.

La France, porteuse de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, doit et peut être le levier de ce changement indispensable.

En 2010, vous pourrez continuer à compter sur moi pour défendre vos intérêts de citoyens, défendre cette conception de l'intérêt général qui me paraît aussi bien valable dans notre ville que sur les bancs de l'Assemblée Nationale.

Je vous remercie.